

LE 9 OCTOBRE, EN GRÈVE

CONTRE LES ATTAQUES CAPITALISTES ET LE TOURNANT AUTORITAIRE DE L'ÉTAT

L'État français avec à sa tête Macron et son gouvernement n'a de cesse d'attaquer nos conditions d'existence. **Leurs cibles favorites, ce sont nos salaires socialisés, c'est-à-dire tout le système de répartition arraché au capital par les luttes sociales.** Deux importantes réformes sont à venir qui concernent le système de retraites et l'assurance chômage. Elles visent à nous individualiser toujours plus face aux aléas de la vie. Les APL baissent tandis que la CSG augmente et met à mal beaucoup de petites retraites. Dans l'éducation, les coupes budgétaires fabriquent des diplômes professionnels au rabais (moins d'heures en bac pro avec la réforme à venir qu'en BEP il y a 10 ans !) et compliquent toujours plus l'accès et la réussite dans les études supérieures (disparition des systèmes de compensation et des rattrapages, Parcoursup, réforme du bac...). Les premières à en pâtir sont évidemment les élèves et étudiant-e-s des classes populaires, forcés-e-s de travailler pour subvenir à leurs besoins.

Et pendant que nos salaires (directs et indirects) stagnent voire reculent, les prix des denrées indispensables ne cessent d'augmenter. Et pendant que l'État nous vide les poches, il remplit allégrement celles des actionnaires et du patronat (exonérations, disparition de l'ISF...).

A quoi rime cette société capitaliste ? Celles et ceux qui bâtissent les immeubles n'ont plus de quoi s'y loger. Des gens parmi lesquels de jeunes enfants, qui fuient la misère et les guerres impérialistes, se retrouvent à dormir dehors dans le soi-disant pays des droits de l'homme.

Lorsque le camp des exploités-e-s se révoltent, l'État répond en envoyant ses chiens pour « restaurer l'ordre ». L'affaire Benalla n'est que la pointe de l'iceberg répressif et du tournant autoritaire de l'État. L'état d'urgence est devenu droit commun et sert à justifier les innombrables violences policières, dans les quartiers populaires et dans les manifestations.

Mais notre colère ne s'arrête pas aux dernières réformes des nouveaux visages qui incarnent le pouvoir politique. Dans la société capitaliste dans laquelle nous sommes contraint-e-s de vivre, il est logique que les dirigeants politiques favorisent le patronat et que les classes dirigeantes se serrent les coudes. Pour nous, tant que le pouvoir sera délégué à une minorité, la majorité de la population en subira les conséquences désastreuses dans son quotidien. A l'inverse, nous pensons qu'il est grand temps de construire une société débarrassée du capitalisme et de l'État, où le contrôle ouvrier s'exercerait sur l'ensemble des secteurs de l'industrie et où ce seraient les besoins de la population qui guideraient la production, pas la recherche infinie de la croissance et des profits maximum.

Une telle société, que nous appelons communisme libertaire, est possible et nécessaire. Elle est à construire toute-s ensemble, dès maintenant, dans nos luttes, dans nos organisations, dans nos quartiers et dans nos boîtes. Elle est la seule réponse viable à l'urgence climatique et aux crises économique et sociale que nous traversons.



COORDINATION DES
GROUPES ANARCHISTES

CONTACT

secretariat@c-g-a.org

SITE WEB

<http://www.c-g-a.org>